



Colmar, le 23 janvier 2021

Communiqué de presse des parlementaires alsaciens Les Républicains
Déplacement de M. Jean CASTEX en Alsace

Monsieur le Premier Ministre s'est rendu en Alsace ce matin à l'occasion d'une session extraordinaire de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), avant un échange avec les parlementaires alsaciens.

Le discours lyrique du Premier Ministre sur la Collectivité européenne d'Alsace en séance plénière apparaît très éloigné des discussions techniques en coulisses où toutes les propositions concrètes formulées par les élus locaux ont été écartées. **Domage, un déplacement pour la forme, qui, sur le fond, ne permet aucune avancée pour l'Alsace.**

CeA : pour une juste compensation du transfert des routes nationales

Venu pour saluer la naissance de la Collectivité européenne d'Alsace, nous avons **rappelé au Premier Ministre les engagements pris par l'Etat lors de l'adoption de la loi relative aux compétences de la CeA à l'été 2019**. Nous l'avons dit au cours des débats budgétaires au Parlement, nous le répétons aujourd'hui en Alsace devant le gouvernement : **la compensation proposée par l'Etat (20 millions d'euros à ce stade) pour le transfert des routes nationales à la CeA et à l'Eurométropole de Strasbourg demeure bien en deçà des 30 millions d'euros évalués par le territoire au regard du besoin pourtant identifié de remise à niveau de ces routes**. L'écart est important, il menace les leviers d'action de la nouvelle collectivité alsacienne. Nous souhaitons que l'Etat soit à la hauteur de son engagement, dans l'intérêt des Alsaciens qui, avec ce transfert de compétence inédit, ont su faire vivre l'innovation territoriale.

Fessenheim : le compte n'y est toujours pas

Il est également question d'engagement de l'Etat à Fessenheim. **L'arrêt des deux réacteurs de la centrale nucléaire produit, dès cet hiver, ses premiers effets néfastes sur la tenue du réseau électrique français, exposé à des coupures**. Au-delà de la faute que constitue la décision politique de fermeture de cet outil de production, **la reconversion économique du territoire promise par le gouvernement demeure quant à elle une illusion, malgré l'engagement déterminé des collectivités locales concernées**. Pour avancer, de nombreux projets reposent sur des actes attendus de la part de l'Etat, à l'image du projet de technocentre directement lié à la définition d'un seuil de libération, aujourd'hui toujours absent de la réglementation française. Nous regrettons également le mécanisme bien trop partiel mis en place face à la problématique du FNGIR, pourtant identifiée

par les collectivités dès le premier comité de pilotage. Ce point technique toujours en suspens est devenu le symbole d'un engagement défaillant de l'Etat à Fessenheim.

Stocamine : saisine du Premier Ministre

Nous avons demandé au Premier Ministre **un arbitrage interministériel permettant à l'Etat de prendre la décision forte et nécessaire qu'exige le site de Stocamine : la poursuite d'un déstockage complémentaire jusqu'en 2027, mené en parallèle des travaux de confinement du site, dans le strict respect de la sécurité des mineurs engagés.** La non-décision de Madame la Ministre de la Transition écologique, annoncée via un communiqué de presse ce lundi, piétine le rapport parlementaire adopté en 2018 à l'Assemblée nationale et ne répond pas aux préoccupations unanimement exprimées par les élus du territoire. **Parce qu'il en va de la confiance abîmée en la parole de l'Etat et de la protection de notre environnement fragile, nous demandons au Premier Ministre de se saisir directement de ce dossier.**

A l'évidence, la venue ce jour en Alsace de Monsieur le Premier Ministre ne masque pas la faiblesse de l'engagement du gouvernement et de sa majorité En Marche sur les grands enjeux auxquels notre région fait actuellement face.

Vaccins : l'exigence de résultats

Alors que les élus locaux alsaciens sont une nouvelle fois mobilisés en première ligne face à la crise pour organiser la campagne de vaccination dans notre territoire, en mettant à disposition des salles et en organisant le fonctionnement de celles-ci, les approximations et lenteurs de l'Etat pèsent à nouveau sur l'efficacité de la réponse française. **Après le manque de masques puis le défaut de tests, le retard pris dans la distribution des doses de vaccin dont dispose notre pays constitue une préoccupation majeure pour les parlementaires alsaciens Les Républicains.** Nous appelons le gouvernement à travailler en transparence et en confiance avec les collectivités locales et leurs élus, qui ont largement démontré leur sens des responsabilités et la pertinence de leur action depuis le début de la crise, pour **accélérer enfin la campagne de vaccination française et hisser notre pays à la hauteur des résultats de nos voisins européens en la matière,** résultats que nos compatriotes sont en droit d'attendre de leur gouvernement.

Cosignataires :

Assemblée nationale

- Jacques CATTIN, *Député du Haut-Rhin*
- Yves HEMEDINGER, *Député du Haut-Rhin*
- Patrick HETZEL, *Député du Bas-Rhin*
- Philippe MEYER, *Député du Bas-Rhin*
- Frédéric REISS, *Député du Bas-Rhin*
- Jean-Luc REITZER, *Député du Haut-Rhin*
- Raphaël SCHELLENBERGER, *Député du Haut-Rhin*

Sénat

- Sabine DREXLER, *Sénatrice du Haut-Rhin*
- Christian KLINGER, *Sénateur du Haut-Rhin*
- Laurence MULLER-BRONN, *Sénatrice du Bas-Rhin*
- André REICHARDT, *Sénateur du Bas-Rhin*
- Elsa SCHALCK, *Sénatrice du Bas-Rhin*

Parlement européen

- Anne SANDER, *Députée européenne*
-